MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES SECTORIELLES
États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-27 du 18 juillet 2025

Sommaire

Commerce et sanctions
1. Le président D. Trump annonce, par courrier, une modification des taux de droits de douane applicables à l'Union européenne, au Canada et au Mexique
2. Le bureau du représentant américain au commerce ouvre une enquête visant le Brésil au titre de la Section 301
3. Le département du commerce ouvre des enquêtes sur les secteurs du polysilicium et des drones au titre de la section 232

Climat – énergie – environnement
4. Le secrétaire à l'énergie Chris Wright livre sa vision sur la politique énergétique mise en place par l'administration Trump

Transport et infrastructure
5. Le département des transports attribue près de 500 M$ dans le cadre d'un appel à projets remanié financé par les fonds de la loi pour les infrastructures de 2021
6. Le secrétaire aux transports acte l'annulation de 4 Md$ de subventions fédérales au projet de ligne à grande vitesse californien entre San Francisco et Los Angeles

Agriculture et industrie agroalimentaire
7. Le USDA lance un plan d'action national pour la sécurité agricole qui cible principalement la menace chinoise

Numérique et innovation
8. L'administration américaine ouvre une enquête sur les pratiques commerciales du Brésil, ciblant sa régulation des plateformes numériques
9. Le président D. Trump annonce plus de 92 Md$ d'investissements privés dans l'intelligence artificielle et l'énergie

Santé
10. La reprise des suppressions de postes au sein des agences fédérales touche le département de la santé

Les prochaines brèves sectorielles seront publiées le 5 septembre 2025.
Le service économique régional de Washington vous souhaite un bel été 🌞

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, *ici*.

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump annonce, par courrier, une modification des taux de droits de douane applicables à l'Union européenne, au Canada et au Mexique

Les 10 et 12 juillet 2025, le président D. Trump a annoncé la modification des taux de droit réciproques applicables à l'Union européenne, au Canada et au Mexique dans des lettres adressées aux chefs d'Etat et partagées sur son réseau *Truth Social*. La lettre adressée à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen demande également une ouverture complète du marché européen.

Pays	Droits "réciproques" spécifiques initiaux (suspendus)	Droits "réciproques" spécifiques annoncés à compter du 1er août	Révision
Canada (droits dits "fentanyl")	25%	35%	+10%
Mexique (droits dits "fentanyl")	25%	30%	+5%
Union européenne	20%	30%	+10%

2. Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) ouvre une enquête visant le Brésil au titre de la Section 301

Le 15 juillet 2025, le USTR a ouvert, conformément à ce qui était annoncé dans le courrier présidentiel du 9 juillet, une enquête au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974 visant le Brésil pour ses *« pratiques commerciales injustes »*, notamment au sujet de sa régulation des plateformes numériques (cf. *infra*, section « Numérique et innovation »). Les sujets couverts par l'enquête sont nombreux : commerce électronique et censure du discours politique, traitements préférentiels pour d'autres pays désavantageant les Etats-Unis, risques de corruption, protection de la propriété intellectuelle, taxation de l'éthanol américain et déforestation illégale. Une audition publique avec les parties prenantes est prévue le 3 septembre 2025.

3. Le département du Commerce (DoC) ouvre deux enquêtes sur les secteurs du polysilicium et des drones au titre de la section 232

Le 14 juillet 2025, le DoC a annoncé l'ouverture d'enquêtes au titre de la section 232 sur deux secteurs : le polysilicium et les drones.

Concernant le polysilicium et ses dérivés, matières premières clés pour les cellules photovoltaïques, le DoC formule un appel à commentaires concernant la demande américaine pour ces produits, le niveau de production nationale capable de répondre à cette demande, le rôle des principaux exportateurs, les risques de concentration, les subventions accordées par des gouvernements

étrangers, la « surproduction soutenue par l'Etat » ainsi que la faisabilité d'un renforcement de la production nationale, notamment via des droits de douane.

Concernant les drones et leurs composants, l'appel à commentaire est similaire mais il sollicite également des informations sur *« le potentiel qu'auraient des nations et entreprises étrangères à instrumentaliser leur contrôle sur l'approvisionnement en drones et en pièces et composants associés »* et à *« utiliser à des fins hostiles les capacités ou caractéristiques des systèmes de drones fabriqués à l'étranger et de leurs pièces ou composants »*. Pour rappel, dans les derniers jours de l'administration Biden, le DoC avait publié un appel à commentaire préalable à une potentielle réglementation de l'importation de drones et de leurs composant sur le fondement du décret présidentiel (EO) 13873 "*Securing the Information and Communications Technology and Services Supply Chain*". L'utilisation de la section 232 par le DoC implique l'utilisation de l'instrument tarifaire.

Brèves

- Le 15 juillet 2025, le président Trump a annoncé avoir conclu un accord avec l'Indonésie au terme duquel les Etats-Unis prélèveront un droit transversal de 19% sur les marchandises indonésiennes, tandis que l'Indonésie supprimerait tous les droits de douane sur les importations américaines et s'engagerait à acheter pour plus de 19 Md$ de dollars de produits américains (15 Md$ de produits énergétiques, 4,5 Md$ de produits agricoles ainsi que des avions du constructeur Boeing).
- Le 17 juillet 2025, le département du Trésor a sanctionné six individus vénézuéliens pour leurs liens avec Tren de Arugua, un cartel vénézuélien listé comme organisation terroriste étrangère (FTO) par le gouvernement américain.

Climat – énergie – environnement

4. Le secrétaire à l'énergie Chris Wright livre sa vision sur la politique énergétique mise en place par l'administration Trump

Dans une tribune parue dans *The Economist* (édition du 19 juillet 2025), le secrétaire à l'énergie Chris Wright présente la politique énergétique de l'administration Trump, axée sur l'expansion de la production nationale et l'abandon des politiques de réduction des hydrocarbures.

C. Wright y insiste sur le rôle central de l'énergie dans la santé, le développement et la lutte contre la pauvreté. Selon lui, les avancées technologiques et sociales récentes reposent sur une énergie

abondante et accessible. Pour C. Wright, *« le monde a besoin de plus d'énergie, et en particulier de plus d'énergie américaine. »*

Il critique le mandat Biden, accusé d'avoir fragilisé le système énergétique par l'essor des énergies renouvelables, entraînant hausses de prix, incertitudes et risques de coupures, d'ailleurs sans effets notables puisque les hydrocarbures représentent encore 82 % de l'énergie primaire américaine en 2024. C. Wright fait ainsi le constat que les hydrocarbures s'avèrent extrêmement difficiles à remplacer.

Les politiques climatiques récentes, aux Etats-Unis comme en Europe, sont présentées comme responsables de désindustrialisations, de hausses de coûts et d'un recul des opportunités économiques. Selon C. Wright, traiter le changement climatique comme une urgence existentielle mène à des choix politiques contre-productifs, dont les politiques climatiques européennes et américaines des dernières années ont payé les frais. C. Wright plaide pour une réindustrialisation portée par une énergie abondante, notamment pour les industries lourdes (acier, engrais, ciment, semi-conducteurs…) et les technologies émergentes comme l'IA, très énergivores. Le gaz naturel (40 % de l'électricité aux Etats-Unis) en est le pilier, aux côtés d'autres énergies fiables (« baseload ») tel que le charbon, le nucléaire et la géothermie.

Au sujet du changement climatique, C. Wright déclare : *« Nous traiterons le changement climatique comme ce qu'il est : non pas une crise existentielle, mais un phénomène physique réel qui est un sous-produit du progrès. Oui, le CO2 a augmenté dans l'atmosphère au fil du temps, mais l'espérance de vie aussi »*. Les Etats-Unis font en conséquence le choix d'une politique énergétique d'abondance et de croissance, opposée à celle de la sobriété et invite le reste du monde à suivre cette voie.

Brèves

- Le 15 juillet 2025, le président D. Trump a annoncé un plan d'investissement privé de plus de 92 milliards de dollars en faveur du développement des infrastructures dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'énergie (cf. *infra*, section « Numérique et innovation »), dont le lancement par Westinghouse d'un plan d'action visant à construire 10 réacteurs AP1000 aux Etats-Unis, avec un début de construction prévu d'ici à 2030.
- Le 16 juillet 2025, le département de l'énergie (DoE) a lancé un programme pilote visant à renforcer la filière nucléaire américaine à travers un appel à candidatures (RFA). Ce programme a pour objectifs de soutenir le développement de réacteurs avancés, de construire de nouvelles infrastructures de transport et de consolider les chaînes d'approvisionnement nationales en combustible nucléaire, afin de réduire la dépendance américaine aux sources étrangères.

Transport et infrastructure

5. Le département des transports attribue près de 500 M$ dans le cadre d'un appel à projets remanié financé par les fonds de la loi pour les infrastructures de 2021

Le 15 juillet 2025, le département des transports (DoT) a annoncé l'attribution d'une enveloppe de 488 M$ d'aides fédérales à 30 projets d'infrastructures de transport retenus dans le cadre d'un appel à projets du programme BUILD (Better Utilizing Investments to Leverage Development). Créé en 2025, le programme BUILD résulte de la fusion et du remaniement de deux programmes préexistants – RAISE (Rebuilding American Infrastructure with Sustainability and Equity) et TIGER (Transportation Investment Generating Economic Recovery) – qui avaient été créés sous l'administration Obama en 2009 et dont les fonds avaient été reconduits sous l'administration Biden en 2021, pour une durée de 5 ans, au titre de la loi IIJA (Infrastructure Investment and Jobs Act, ou loi bipartisane pour les infrastructures).

Sur les 488 M$ distribués, plus de 75 % bénéficieront à des travaux sur des routes et des ponts, tandis que 10 % iront à des projets de transports en commun, 7 % à des projets d'infrastructures maritimes ou fluviales et 5 % à des travaux aéroportuaires (à Raleigh-Durham, en Caroline du Nord). Moins de 1 % sera consacré à des infrastructures ferroviaires, principalement dédiées au transport de marchandises. Les fonds se répartiront à parts égales entre collectivités urbaines et rurales.

Selon le communiqué du DoT, l'appel à projets a recueilli plus de 800 propositions totalisant un besoin de plus de 10 Md$. Les 30 projets lauréats ont été sélectionnés selon des critères « réglementaires » (statutory) d'amélioration de la sécurité, d'état d'avancement du projet et de rapport coût-efficacité des propositions.

6. Le secrétaire aux transports acte l'annulation de 4 Md$ de subventions fédérales au projet de ligne à grande vitesse californien entre San Francisco et Los Angeles

Le 16 juillet 2025, le secrétaire aux transports Sean Duffy a annoncé l'annulation de 4 Md$ de subventions fédérales « non dépensées » qui avaient été attribuées par l'administration précédente à la CHSRA (California High Speed Rail Authority), l'autorité publique de l'Etat de Californie chargée du projet de ligne à grande vitesse entre San Francisco et Los Angeles.

Cette décision fait suite à un examen de conformité approfondi initié en février par la FRA, l'agence fédérale chargée du transport ferroviaire au sein du département des transports (DoT), dont les conclusions avaient été rendues publiques le 4 juin et avaient donné

lieu à un droit de réponse de la CHSRA dans un délai de 37 jours [voir les Brèves sectorielles du 6 juin 2025].

Le communiqué du DoT indique que les réponses fournies par la CHSRA n'ont pas permis de répondre aux inquiétudes de la FRA, soulignant qu'*« après 16 ans et environ 15 Md$ dépensés, pas une seule voie à grande vitesse n'a été posée par la CHSRA »* et que *« le coût total prévu de 135 Md$ du projet pourrait permettre d'acheter à chaque habitant de San Francisco et de Los Angeles près de 200 vols aller-retour entre ces deux villes »*.

Outre l'annulation des subventions fédérales non dépensées, le secrétaire aux transports a annoncé le passage en revue *« des autres aides, engagées ou non engagées, relatives au projet de la CHSRA »*, ajoutant que le DoT allait également *« consulter le département de la justice au sujet des conclusions de l'examen de conformité conduit par la FRA, notamment s'agissant d'éventuelles possibilités de récupération de financements* [...] *et d'autres problèmes potentiels au regard de la loi fédérale »*.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA lance un plan d'action national pour la sécurité agricole qui cible principalement la menace chinoise

Le 8 juillet 2025, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a annoncé, entourée de la procureure générale, Pam Bondi, du secrétaire à la défense, Pete Hegseth, de la secrétaire à la sécurité intérieure, Kristi Noem, et de nombreux élus républicains, le lancement d'un plan d'action national pour la sécurité agricole. Ce plan est d'abord axé sur la surveillance de la propriété chinoise des terres agricoles américaines et du rôle de la Chine dans l'agro-industrie. La propriété chinoise de Smithfield, grande entreprise de transformation de la viande, et de Syngenta, producteur de semences, de pesticides et d'herbicides a tout particulièrement été évoquée lors des prises de parole des participants à l'évènement.

Le plan d'action affiche sept objectifs : 1) sécuriser et protéger les terres agricoles américaines ; 2) améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ; 3) protéger le filet de sécurité nutritionnel des Etats-Unis contre la fraude, les abus et les adversaires étrangers ; 4) améliorer la recherche en sécurité ; 5) évaluer les programmes du USDA pour s'assurer qu'ils répondent bien à l'impératif : « l'Amérique d'abord » ; 6) protéger la santé des plantes et des animaux et 7) protéger les infrastructures critiques.

Dans son intervention, Brooke Rollins a déclaré : *« Nous nourrissons le monde. Nous sommes les leaders du monde. Et nous ne laisserons*

jamais des adversaires étrangers contrôler nos terres, nos laboratoires ou nos moyens de subsistance ».

Afin de mieux participer au contrôle des investissements étrangers dans le domaine agricole et agroalimentaire, Brooke Rollins a annoncé qu'elle rejoindrait le comité sur l'investissement étranger aux Etats-Unis (CFIUS), groupement interministériel placé sous la présidence du département du Trésor.

Le 10 juillet, le USDA a publié un long communiqué de presse reprenant l'ensemble des soutiens à son plan d'action pour la sécurité agricole et dans lesquels on note les déclarations d'un grand nombre d'élus républicains du Congrès ainsi que des représentants professionnels, principalement du secteur de l'élevage bovin.

Enfin, dans un courrier daté du 8 juillet, le conseil des gouverneurs « America First » adresse son plein soutien à l'action de Brooke Rollins et attire son attention sur des acquisitions ou tentatives d'acquisition récentes de terres par des intérêts chinois, notamment près de bases militaires.

Brèves

- Le 14 juillet 2025, des dizaines de fabricants de crème glacée américains se sont engagés à éliminer l'utilisation de colorants artificiels dans leurs produits d'ici à 2028. L'International Dairy Foods Association (IDFA) a pris cet engagement au nom des entreprises lors d'un événement au département de l'agriculture auquel ont assisté la secrétaire à l'agriculture Brooke Rollins, le secrétaire à la santé et aux services sociaux Robert Kennedy Jr. et le commissaire de la Food and Drug Administration Martin Makary. Plus précisément, les entreprises s'engagent à éliminer l'utilisation de colorants artificiels certifiés Rouge 3, Rouge 40, Vert 3, Bleu 1, Bleu 2, Jaune 5 et Jaune 6. Les entreprises ayant signé cet engagement représentent plus de 90 % du volume de crème glacée vendu aux Etats-Unis, a déclaré l'IDFA dans un communiqué de presse.
- Le 15 juillet 2025, dans un courrier adressé à la secrétaire à l'agriculture Brooke Rollins, la sénatrice Tammy Baldwin (D-Wisconsin) s'alarme des pouvoirs exercés par le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) dans la gestion des aides aux agriculteurs et notamment de l'accès qui leur est donné aux systèmes de paiements du USDA. Elle dénonce plus précisément que des agents non qualifiés pour ce faire puissent accéder aux données personnelles, notamment financières, figurant dans les bases de données de l'USDA. Elle s'interroge sur la légitimité de ces agents à intervenir dans l'octroi de prêts ou de soutiens financiers aux agriculteurs. La sénatrice demande à la secrétaire à l'agriculture Brooke Rollins de faire cesser cette situation qui compromet la confiance des agriculteurs américains dans la façon avec laquelle leurs

dossiers sont traités et la confidentialité de leurs données personnelles assurée.

Numérique et innovation

8. L'administration américaine ouvre une enquête sur les pratiques commerciales du Brésil, ciblant sa régulation des plateformes numériques

Le 17 juillet 2025, le bureau du représentant américain au commerce (USTR) a annoncé l'ouverture d'une enquête au titre de la section 301 du *Trade Act* à l'encontre du Brésil, en réponse à des pratiques commerciales jugées déloyales. Dans un communiqué, le représentant américain au commerce, John Greer, a dénoncé les *« attaques »* à l'encontre des entreprises américaines de réseaux sociaux.

L'enquête porte sur un large éventail de politiques, dont les tarifs préférentiels, la protection de la propriété intellectuelle, l'application des lois anticorruption, ainsi que les règles encadrant le commerce numérique et les systèmes de paiement électronique. Dans le communiqué annonçant son ouverture, le USTR met particulièrement en cause le cadre juridique brésilien applicable aux grandes plateformes américaines. Sont notamment dénoncées des décisions judiciaires *« secrètes »* rendues par des tribunaux brésiliens, qui auraient enjoint à ces plateformes de censurer *« des milliers de publications »* et à exclure des *« critiques politiques »*, accompagnées de l'imposition d'*« amendes substantielles »* infligées aux plateformes pour non-respect de ces injonctions.

9. Le président D. Trump annonce plus de 92 Md$ d'investissements privés dans l'intelligence artificielle et l'énergie

Le 15 juillet 2025, à l'occasion du Pennsylvania Energy & Innovation Summit, le président Donald Trump a annoncé plus de 92 milliards de dollars d'investissements privés en faveur du développement des infrastructures dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'énergie.

Cette enveloppe — qui comprendrait non seulement les investissements directs mais aussi leurs retombées économiques projetées — regroupe les projets d'une vingtaine d'entreprises, dont certains sont antérieurs à l'annonce présidentielle. Les investissements portent sur un large éventail de domaines, notamment la construction de centres de données, le développement de capacités de production d'énergie, la modernisation des réseaux électriques (*grid infrastructure*) et le déploiement de programmes de formation à l'IA.

Parmi les plus grands investissements figurent :

- un investissement de 25 Md$ du fonds Blackstone, dédié à la construction de centres de données et à une coentreprise avec le fournisseur d'énergie PPL Corporation dans la production électrique ;
- un accord entre Brookfield et Google de 3 Md$ pour l'achat d'électricité générée par deux sites hydroélectriques qui feront l'objet de nouveaux investissements ;
- un projet de 15 Md$ porté par le consortium PA Data Center Partners et Powerhouse Data Centers pour développer un campus de centres de données d'une capacité totale de 1,3 GW ;
- un plan de 15 Md$ du groupe First Energy destiné à moderniser les infrastructures de distribution du réseau électrique.

Brèves

- Le 9 juillet 2025, la start-up Perplexity AI a annoncé le lancement de **Comet**, un moteur de recherche basé sur ses technologies d'IA. L'outil sera réservé aux abonnés de son offre premium, facturée 200 euros par mois.
- Le 14 juillet 2025, le Department of Defense américain a attribué à Anthropic, Google, OpenAI et xAI des contrats d'un montant maximal de 200 Md$, visant à développer des solutions d'intelligence artificielle agentique – des systèmes capables de réaliser des tâches avec une supervision humaine réduite – au sein de ses différents services. Selon le Pentagone, cet accord a pour objectif d'accélérer l'adoption de l'IA par l'administration tout en *« augmentant la capacité de ces entreprises à comprendre et répondre aux besoins critiques de sécurité nationale »*.
- La presse rapporte que Google aurait conclu un accord avec la start-up WindSurf, spécialisée dans les assistants d'IA pour le codage, pour un montant de 2,6 Md$. L'accord prévoirait le recrutement de plusieurs cadres dirigeants de WindSurf au sein de DeepMind, la division IA de Google, ainsi qu'une licence non exclusive permettant à Google d'utiliser les logiciels développés par la start-up.
- D'après Bloomberg, Apple envisagerait le rachat de la start-up française **Mistral** afin de renforcer sa division dédiée à l'intelligence artificielle.
- La presse rapporte que Meta aurait acquis 3 % du capital du fabricant d'équipements optiques EssilorLuxottica, pour un montant estimé à 3,5 Md$.

Santé

10. La reprise des suppressions de postes au sein des agences fédérales touche le département de la Santé

Le 14 juillet 2025, à la suite de la décision de la Cour Suprême du 8 juillet autorisant le gouvernement à reprendre les suppressions de postes annoncées au sein de plusieurs agences, dont le département de la santé et des services sociaux (HHS), *« plusieurs milliers »* d'employés de ce séparément auraient selon la presse été notifiés par email de la résiliation de leurs contrats de travail. Un porte-parole de HHS a décliné de préciser le nombre d'employés de l'agence concernés par ces réductions. Toutefois, le *New York Times* a indiqué qu'il s'agirait de ceux qui avaient déjà été informés de la suppression de leur poste à la suite de l'annonce de restructuration du département, impliquant notamment une réduction d'effectifs de l'ordre de 20 000 emplois, dont 10 000 immédiatement supprimés [voir Brèves sectorielles du 28 mars 2025]. Le 18 juillet, la presse a également rapporté la mise à pied de la cheffe de cabinet du secrétaire à la santé Robert. F. Kennedy, Heather Flick Melanson, et de son adjointe, Hannah Anderson. Matt Buckham, jusqu'alors chargé des relations entre HHS et la Maison Blanche, a été nommé chef de cabinet par intérim.

Brèves

- Le 14 juillet 2025, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine BD a annoncé la vente de ses activités de diagnostics à l'entreprise d'équipements de laboratoire Waters Corporation, pour 17,5 Md$.
- Le 14 juillet, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Zimmer Biomet a annoncé son acquisition de l'entreprise Monogram Technologies, basée à Austin et spécialisée dans la robotique orthopédique, pour 177 M$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous ici